

Kivu et Ituri

Les marges guerrières et mafieuses de la RDC

Depuis le génocide du Rwanda en 1994, les Kivus (Nord et Sud-Kivu) et l'Ituri ont été le théâtre de violences massives qui se sont muées en une insécurité structurelle. À la guerre ouverte avec les pays riverains a succédé un banditisme généralisé et brutal qui semble marquer les limites du processus de paix en République démocratique du Congo (RDC). Ces régions jumelles dans la violence en sont les marges guerrières et mafieuses. Considérées comme le Far West de la RDC, leurs trajectoires contemporaines sont légèrement différentes.

Le Far West congolais

Les Kivus, plus particulièrement le Nord, ont sombré dans la violence peu après le génocide rwandais. La fuite de 1 million de réfugiés hutus accueillis dans le Zaïre du général Mobutu a conduit à la création de camps gigantesques qui servaient de base pour des opérations des ex-Forces armées rwandaises (FAR) contre le nouveau régime de Paul Kagame. Cette menace sécuritaire, balayée par l'offensive de l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo (AFDL) en 1996, porta Laurent Désiré Kabila à la présidence. Les Kivus passèrent alors dans la zone d'influence directe du Rwanda et la coalition de circonstance entre le président congolais et ses homologues ougandais et rwandais vola en éclat. Après une période de violence généralisée dans l'Est congolais, la région connut une guérilla

par procuration engendrant de nombreuses victimes civiles ainsi que la formation d'innombrables groupes armés, qualifiés de « forces négatives » par l'Organisation des Nations unies (ONU).

En Ituri, qui a longtemps été présentée comme subissant les dommages collatéraux du conflit kivutien, la situation s'est grandement améliorée et l'armée gouvernementale a repris le contrôle de l'essentiel du district. Il ne s'agit toutefois que d'un calme précaire en raison de la persistance de miliciens lendus hostiles au désarmement, du nombre élevé d'armes restées en circulation (moins de la moitié des 30 000 armes estimées ont été restituées) et des tensions frontalières avec l'Ouganda.

Aux Kivus, le processus de pacification est à un stade bien moins avancé. Plusieurs groupes armés tiennent encore tête à l'armée gouvernementale, font régner la terreur parmi les populations et contrôlent une grande partie de ces provinces frontalières. On peut distinguer trois grands groupes :

- Le Congrès national pour la défense du peuple (CNDP), la mieux organisée de ces forces, est dirigé par le général dissident Laurent Nkunda. Il prétend défendre la population banyamulenge, c'est-à-dire tutisie congolaise, contre le gouvernement et les Forces démocratiques pour la libération du Rwanda (FDLR).

– Ces dernières forment le plus grand groupe armé non congolais des Kivus. Le noyau dur des FDLR est constitué de génocidaires rwandais mais dont beaucoup n'étaient que des enfants en 1994. Ils réclament officiellement un dialogue inter-rwandais et la possibilité de rentrer chez eux, y compris pour exercer des activités politiques. Ayant un ennemi commun (les Tutsis), ils ont des alliances de circonstance avec les milices Maï Maï.

– Présents dans les deux Kivus, les Maï Maï (combattants spontanés apparus pour la première fois lors des troubles des années 1960 au Sud-Kivu) sont aujourd'hui fractionnés en de multiples groupes dont le plus important, les Patriotes résistants congolais (PARECO), n'est apparu qu'en mars 2007.

Après l'échec en décembre 2006 d'une offensive contre la ville de Sake grâce à l'intervention de la Mission des Nations unies en RDC (MONUC), le général dissident Laurent Nkunda a négocié en janvier 2007 avec Kinshasa un accord de mixage de ses troupes, qui leur a permis d'être associées aux forces armées congolaises tout en restant dans leur fief d'origine. Le mixage tournant à l'avantage de Laurent Nkunda, Kinshasa avait décidé d'éradiquer par la force cette dissidence, mais l'armée congolaise a été brutalement défaite par le CNDP en novembre 2007. Kinshasa a alors été contraint d'organiser une conférence de paix à Goma en janvier 2008, qui s'est achevée par un acte d'engagement de tous les groupes armés congolais (hors FDLR) qui ont accepté un cessez-le-feu, un désengagement militaire, le retour des réfugiés, la participation au programme de désarmement, démobilisation et réinsertion (DDR),

leur intégration dans l'armée, la libération des prisonniers, l'amnistie, etc.

Ce processus de paix a reçu le soutien des États-Unis et de l'Union européenne (UE), et l'ONU a élaboré un plan de sécurisation et de stabilisation très ambitieux pour les Kivus, plan dont l'ambition contraste avec l'absence d'évolution sur le terrain. La guérilla de basse intensité continue, l'armée congolaise reste déployée, le nombre de déplacés internes n'a pas décré (environ 700 000), les groupes armés tiennent chacun leurs fiefs, et les escarmouches et les violences contre les populations civiles sont fréquentes. Le seul pas en avant a été l'accord des deux branches RUD (Rassemblement pour l'unité et la démocratie) et RPR (Rassemblement du peuple rwandais) des FDLR en mai 2008 pour abandonner la lutte armée et définir les modalités d'un désarmement pacifique.

Une gouvernance conflictuelle et mafieuse

Tant en Ituri qu'aux Kivus, la violence semble sans fin car plusieurs couches de conflictualité se sont déposées. Trois niveaux de conflictualité – ethnique, foncier, économique – entremêlent le local et l'international dans des labyrinthes d'intérêts.

- *Le conflit est d'abord ethnique* : Hemas contre Lendus en Ituri, Banyamulenges contre Nandés et Hundés au Nord-Kivu et contre Babembes et Bashis au Sud-Kivu. L'arrière-plan de ces oppositions est une conception de l'histoire régionale comme un affrontement pluriséculaire entre Nilotiques et Bantous qui domine les men-

talités collectives et alimente la méfiance et la peur – autant que les tueries récurrentes entre Hutus et Tutsis depuis les années 1960 au Burundi et au Rwanda – et soulève la dangereuse question de l’autochtonie (qui était là le premier ?).

- *Les affrontements ressemblent à des guerres foncières, de terroirs.* Au Nord-Kivu, les Nandes, les Hundes et les Nyangas, aux revendications foncières concurrentes, sont tous ligüés contre les grands propriétaires banyamulenges ; en Ituri, les tentatives d’accaparement foncier des propriétaires hemas dans les années 1990 et leur enrichissement en bétail ont été l’étincelle qui a provoqué l’explosion. La surpopulation qui règne au Rwanda et au Burundi a rendu la question foncière encore plus aiguë. Par ailleurs, la constitution de grandes propriétés cristallise un mécontentement rural profond, reflet d’inégalités socioéconomiques réelles et aisément manipulables.

- La lutte économique concerne aussi les ressources naturelles exportables (or, coltan, cassitérite, nobium, diamants, bois, etc.) dont le contrôle est l’objectif tant des acteurs congolais que des puissances voisines (Ouganda, Burundi et Rwanda), la vitalité économique de ce dernier dépendant étroitement de son accès aux richesses des Kivus. Le contrôle des zones minières et des axes et moyens de communication reste au cœur des stratégies des groupes armés et des communautés qu’ils disent représenter. La guerre des terroirs s’est rapidement transformée en guerre des marchés, voire en guerre des routes d’accès, et surtout en guerre des zones d’artisanat minier. Chaque groupe armé s’est assuré le contrôle d’une ou plusieurs mines. Une authentique mafia

se livre depuis des années à leur exploitation illégale, en dépit des dénonciations répétées par les organisations non gouvernementales (ONG) internationales et l’ONU. Dans cette guerre économique les intérêts ethno-commerciaux congolais se confrontent et se mêlent aux intérêts privés et/ou publics des États voisins afin de former des zones de domination commerciale. Au Nord-Kivu, les Nandés ont toujours été les rivaux en affaires des Hemas qui opèrent sur le même axe commercial (RDC/Ouganda/Kenya/golfe Persique/Moyen-Orient). Au plan commercial, le Nord-Kivu est divisé en deux : au nord de la province (Beni, Butembo), les commerçants nandés ; dans la région de Goma, sous l’influence économique directe de Kigali, les commerçants banyamulenges. Loin d’être uniquement victimes comme ils le prétendent, les acteurs économiques sont parties prenantes des conflits de l’Est congolais.

La décennie de troubles et d’économie de guerre a généré un système de gouvernance locale de nature mafieuse. Les notables locaux entretiennent des milices, les responsables administratifs doivent leurs postes au soutien des groupes armés et les militaires gouvernementaux sont impliqués dans des activités économiques illégales. Au début du XXI^e siècle, toute cette région était dirigée par des milices – l’UPC en Ituri de 2000 à 2003, le RDC/KML au nord du Nord-Kivu, le RCD/Goma au sud de la même province, etc. Remplissant le vide administratif, les seigneurs de guerre ont nommé des administrateurs de territoires, des policiers, des magistrats, des douaniers qui, toujours présents à leurs postes, entretiennent les réseaux de cor-

ruption et les antagonismes du temps de la seconde guerre congolaise. Tant que cette gouvernance milicienne et mafieuse ne sera pas remplacée par une réelle gouver-

nance d'État, il sera téméraire de déclarer ce conflit de basse intensité terminé.

T. V.